

## Supplément de réponses

### 1. Sur l'utilisation des médicaments en tant que facteur de croissance.

Nous visons le plus possible à éviter ou du moins à limiter l'utilisation des médicaments en tant que facteur de croissance.

Actions mises de l'avant pour éviter cette utilisation :

- Fournir une alimentation équilibrée et qui correspond aux besoins des animaux permet de réduire l'utilisation des médicaments. Grâce à l'expertise acquise par nos entreprises en alimentation nous avons développé et continuons à développer des formulations à partir d'ingrédients qui favorisent une bonne santé des troupeaux. (Par exemple nous n'utilisons pas de sous-produits puisque de façon générale, leur qualité est variable et même douteuse.)

Les formules de minéraux économiques sont construites à partir de normes minimales qui ne sont plus adaptées aux conditions d'élevage et à la génétique d'aujourd'hui. Avec un produit adapté aux différents stades de croissance des porcs, les besoins en médicaments sont moindres surtout en période de stress (transport, écarts de température, entassement etc.)

- Travailler sur la régie d'élevage ; une meilleure régie crée un environnement plus sain assurant une croissance optimale des porcs. Entre autre nous utilisons et avons développé des programmes de suivi d'élevage.
- Favoriser l'utilisation de produits de remplacement : Les probiotiques, les enzymes, etc.

Déjà un bon nombre de nos clients n'utilisent plus les médicaments comme facteur de croissance et ce pour 3 raisons :

1. Une raison sociale. Nos clients sont aussi des consommateurs et sont aussi inquiets de l'apparition de phénomènes comme la maladie de la vache folle et l'antibiorésistance ;
2. Une raison économique : Les médicaments représentent un coût important en production porcine donc moins de médicaments égale plus de rentabilité.
3. Une raison de santé du troupeau : Le fait de ne pas utiliser un médicament comme facteur de croissance fait en sorte que lorsqu'on a à intervenir avec ce même médicament en traitement, on obtient une meilleure réponse.

## Supplément de réponses

### 2. La différence entre nous et les clubs d'achat (clubs d'encadrement technique)

Nous ne sommes pas contre le soutien technique aux producteurs puisque nous offrons ce service aux producteurs depuis plus de 30 ans. À l'argument que le service des clubs d'achat est neutre et indépendant, nous répondons :

- Nos services sont appuyés par des agronomes qui sont des professionnels membre d'un ordre, ce qui garantit la protection des consommateurs.
- Nos services sont offerts dans le but d'améliorer les performances agronomiques et financières de nos clients. En ce sens nous pouvons dire que nous avons livré la marchandise.
- Les producteurs sont des gens renseignés et qui, de plus en plus, ont une formation en agriculture, ils sont donc pleinement et entièrement capables de juger de nos recommandations.
- Et la forte concurrence dans notre domaine assure l'indépendance de nos services.

Et finalement :

- Dans un club d'achat, le seul critère d'achat est le prix sans égard aux besoins nutritionnels des animaux. Il s'agit, selon nous, d'un nivellement par le bas, puisque chaque ferme représente des conditions d'élevage particulières et qu'une seule gamme de produits économiques ne peut rencontrer les besoins de tous les membres du club.
- Dans les faits, le club devient rapidement un groupe d'achat, à ce moment, il perd sa neutralité parce qu'il est soumis aux lois du marché.
- Quand le club devient un groupe d'achat, le gouvernement se trouve à subventionner le salaire de l'acheteur d'un groupe d'entreprises.
- Notons également le fait que le gouvernement se trouve souvent à subventionner les mêmes services puisqu'il existe des recoupements à faire avec ces clubs et d'autres déjà existants. Par exemple : avec les syndicats de gestion, notamment pour le service d'analyse de groupe et avec les clubs agro-environnemental pour ce qui a trait à la préparation de PAEF ou encore au REA.
- En conclusion, et étant donné les moyens limités en financement du gouvernement, nous croyons que les subventions devraient aller exclusivement aux syndicats, clubs ou autres organismes, qui offrent des services qui ne sont pas déjà offerts par l'industrie ou un autre groupe. L'argent ainsi économisé pourrait servir avantageusement pour l'environnement.